

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19499 - 75ÈME ANNÉE

Nombre indéterminé de cas de coronavirus importés dans notre île depuis la France : quand explosera la bombe à retardement ?

Coronavirus : confinement plus long qu'en France à craindre



Pendant plusieurs semaines, des milliers de personnes venant de l'épicentre mondial de l'épidémie de coronavirus ont pu entrer sans contrôle à La Réunion.

A quelques adaptations près, les mesures mises en œuvres par les autorités sont les mêmes qu'en France. Elles n'avaient pas pour but d'empêcher l'entrée du coronavirus au nom d'un principe de « continuité territoriale ». Pendant ce temps, l'arrivée de milliers de passagers pas contrôlés a créé les conditions d'une bombe à retardement qui fait craindre un pic de l'épidémie plus tardif qu'en France, et donc le maintien du confinement dans notre île plus longtemps qu'en France où les activités pourront reprendre plus tôt. Qu'en sera-t-il de La Réunion ? Les Réunionnais ne seront-ils alors pas jugés comme indésirables en France, à moins de subir une sévère quarantaine ?

Actuellement, l'Europe est, avec les USA, l'épicentre mondial de la pandémie de coronavirus. Ainsi, avec plus de 4000 morts dans les hôpitaux auxquels doivent se rajouter tous les autres pas pris en compte dans les statistiques françaises, la France compte désormais plus de morts qu'en Chine et beaucoup plus que la Corée du Sud, pays de population équivalente qui a adopté une autre stratégie face au virus.

Le premier cas de coronavirus à La Réunion annoncé par les autorités date du 11 mars. Depuis, ce sont 281 personnes, nombre officiel, qui ont été contaminées. De plus, La Réunion compte un cas autochtone, sans aucun lien avec les personnes qui ont amené le virus dans notre île et qui sont connues

des autorités.

Cette situation découle d'une stratégie qui avait été annoncée le 11 mars : ne pas empêcher le coronavirus d'entrer à La Réunion et attendre le retour des vacances de Réunionnais partis en France. Par conséquent, il a fallu attendre le 30 mars pour qu'enfin soit mise en place une quarantaine stricte dans des centres dédiés sous la surveillance de la police pour les nouveaux arrivants.

Hôpitaux saturés en France, bientôt à La Réunion ?

Bien avant le 11 mars, plusieurs Etats avaient pris des mesures drastiques pour empêcher l'entrée du virus dans leur pays. Ils motivaient les quarantaines imposées aux arrivants par le fait que le système de santé du pays n'était pas en capacité de faire face à une épidémie généralisée de coronavirus. En France, la capacité du service de santé est mis à rude épreuve. Face à l'urgence, un tri des patients est opéré en fonction de l'âge. Après les hôpitaux de l'Est saturés, ce sont ceux de la région parisienne qui commencent à être débordés. Des évacuations sanitaires vers d'autres régions moins touchées ou en Allemagne sont

opérés en train ou en avion militaire. Autrement dit, là où en France des hôpitaux ont multiplié par deux ou trois leur capacité d'accueil en réanimation, cela ne suffit pas. Donc, le système sanitaire de la France, un des pays les plus riches du monde, s'approche chaque jour de la saturation. Qu'en sera-t-il à La Réunion ?

En effet, dans notre île, l'augmentation de la capacité d'accueil en réanimation a été augmentée de 50 % indique l'ARS. Cette hausse apparaît bien insuffisante si La Réunion était confrontée à la même crise qu'en France. Et cette hypothèse est possible, compte tenu du fait que la même stratégie est mise en œuvre qu'en France, à quelques adaptations près.

Décalage avec la France

Hier, le Premier ministre a évoqué l'après-coronavirus devant les parlementaires. Il a indiqué que la France réfléchissait à une sortie échelonnée du confinement qui dure depuis le 17 mars. Ce déconfinement pourrait être régionalisé, en fonction de la situation dans chaque région.

Notre île a été touchée par le coronavirus plusieurs semaines avant la France. Logiquement, le pic de l'épidémie devrait être atteint en France avant La Réunion, car ce sont les mêmes méthodes qui sont mises en œuvre.

Cette hypothèse n'aurait pas eu lieu d'être si dès le départ, des mesures de quarantaine stricte avaient été imposées à toutes les personnes venant de France à La Réunion depuis que le coronavirus

s'est installé dans l'ancienne métropole. En moyenne, ce sont 20 vols de gros porteurs de plus de 400 sièges qui font la navette entre l'aéroport Roland-Garros et Roissy et Orly. Nos voisins ont ciblé les contrôles sur les avions venant de France, et ils sont moins touchés par le coronavirus que La Réunion.

Bombe à retardement

C'est donc une bombe à retardement qui s'est constituée à La Réunion pendant les semaines où les passagers venant de France n'étaient pas soumis à une quarantaine stricte dans des centres d'hébergement surveillés par la police. La fameuse « avance » dont bénéficiait La Réunion dans la lutte contre le coronavirus a ainsi été perdue, faute de décisions prises pour interdire l'entrée de personnes contaminées par le COVID-19 à La Réunion, ce qui pose une fois de plus le problème de la responsabilité des Réunionnais dans les choix qui engagent l'avenir de leur pays.

Les soignants s'attendent à une vague. L'expérience du chikungunya rappelle que les hôpitaux de La Réunion étaient totalement débordés. Or, le chikungunya se transmet plus difficilement et a un taux de mortalité inférieur au coronavirus. Si cette vague arrivait, alors la situation à La Réunion serait encore plus dramatique qu'en France. En effet, les évacuations sanitaires ne seront pas possibles vers d'autres régions de la France, car c'est à 10000 kilomètres. Quant à l'appui de la marine française, le rôle assigné au porte-hélicoptères

Mistral montre qu'il est d'abord là pour évacuer des ressortissants français vivant en Afrique de l'Est vers les hôpitaux réunionnais dont le personnel est déjà en tension.

Réunionnais bientôt indésirables en France ?

Dans ces conditions, il se pourrait qu'en France, le coronavirus commence à reculer tandis qu'à La Réunion le pic serait encore loin d'être atteint. Dans un tel scénario, la France pourrait envisager le déconfinement, mais il serait alors certain qu'il serait maintenu à La Réunion avec des mesures draconiennes. Il est facile de parier que les Réunionnais seront alors indésirables en France, à moins de justifier de conditions pour être autorisés à s'y rendre et d'y subir à l'arrivée une quarantaine stricte sous surveillance de la police.

Voici ce que peut signifier pour La Réunion le déconfinement généralisé, c'est-à-dire le maintien de l'état d'urgence sanitaire pour une période plus longue qu'en France, avec à la clé une stigmatisation possible des Réunionnais arrivant en France, pays où l'extrême droite est présentée comme la principale force d'opposition !

Tout ceci découle d'une chose : l'application à La Réunion de la stratégie française qui n'avait pas pour but d'empêcher à tout prix le coronavirus de s'implanter à La Réunion.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Appel aux députés et sénateurs de La Réunion

Coronavirus : faisons appel à l'expertise cubaine

Le 27 mars, lors d'une conférence de presse du préfet, Témoignages avait demandé si la France avait demandé l'aide de Cuba. Cette demande n'était pas connue du représentant de l'Etat. Deux jours plus tard, cette question avait de nouveau été posée dans l'article de Témoignages relatant l'arrivée de l'aide chinoise en France. Aujourd'hui, c'est Philippe Yée Chong Tchi Kan, responsable de l'organisation de la conférence idéologique du PCR tenue en octobre dernier, qui interpelle les parlementaires de La Réunion pour qu'ils agissent dans ce sens, car l'aide de Cuba est autorisée par la France dans 2 ex-colonies françaises de la Caraïbe : Guadeloupe et Martinique.

L'expertise et la solidarité cubaine en matière médicale est mondialement reconnue. Que les parlementaires et les exécutifs réunionnais réclament des autorités françaises l'autorisation de leur intervention à La Réunion ! Les Cubains sont prêts à apporter leur solidarité aux Réunionnais, comme ils le font déjà auprès de 37 pays depuis le début de la crise du Covid-19, et comme ils s'approprient à le faire auprès des Antilles françaises.

Les communistes réunionnais ont l'habitude de dire que, pour être entendus à Paris, il faut parler au gouvernement d'une même voix. Et pour cela, se réunir, débattre et dégager un consensus. La crise sanitaire que nous traversons actuellement est tellement critique que le consensus se forge aisément : il faut activer tous les leviers pour sortir de crise.

Parmi ces leviers, il y a la solidarité et l'expertise du peuple cubain en matière sanitaire. Soumis à un embargo sévère, Cuba a développé des savoirs et savoir-faire médicaux exceptionnellement efficaces et mondialement reconnus. Mieux, Cuba n'hésite jamais à mettre son expertise à disposition des peuples nécessiteux. Ainsi, durant la crise Ébola en Afrique Occidentale, le nombre de médecins et infirmiers cubains en intervention sur les foyers d'infections égalait la somme totale des intervenants de tous les autres pays étrangers. Depuis le début de la crise du coronavirus, des brigades médicales cubaines ont répondu positivement –à ce jour– aux sollicitations de 37 pays en proie au Covid-19 (dont le Venezuela, Nicaragua, Grenade, Suriname, Jamaïque, Italie...).

L'année dernière, à l'occasion des célébrations du 60e anniversaire de la fondation du Parti Communiste Réunionnais, le délégué du Parti Communiste Cubain nous invitait à approfondir les relations entre nos peuples respectifs et leur enrichissement mutuel. Deux thèmes avaient été identifiés pour des séminaires d'études à organiser : la bio-agriculture et la pharmacopée (notamment anti-diabétique), dans le cadre de nos sociétés insulaires.

Mais, aujourd'hui, il y a urgence.

Voilà pourquoi j'en appelle à l'union des parlementaires réunionnais pour réclamer des autorités ministérielles et sanitaires françaises la sollicitation de l'aide internationale cubaine, son protocole expérimental et son antiviral, l'Interferon Alpha 2B, qui combat les pathologies liées aux infections, notamment respiratoires, utilisé également en Chine.

Cette union est possible. Il y a quelques mois, l'ensemble de nos onze parlementaires et les deux présidences des collectivités départementale et régionale se sont accordés à signer un appel commun au chef de l'Etat au sujet d'une affaire de transaction commerciale.

Là, il s'agit de la santé des Réunionnais. Le consensus est nécessaire. Les Cubains sont prêts. Ils seront très bientôt aux Antilles. Le PCR est disponible pour faciliter toute démarche.

Philippe Yée-Chong-Tchi-Kan
Membre du Comité Central du IXe Congrès
du PCR
Secrétaire de la section communiste de
Saint-Paul

Oté

An avan pti kashé jone ! Fé oir azot ! Done azot pou la valèr !

La mor, konm ni koné sé in n'afèr i ariv o bout la vi : ni vé, ni vé pa, mé lé konmsa. Kréol i di : la mor sa i doi. Moin lé dakor ! Solman konm moin zot i romark néna d'moun i rode ali kan zot i fé sak zot i fé : néna i boir la rak, i boukane sigarète, néna i manj manzé graé, néna i risk zot vi kan zot i fé bann trik danzérab. Donk alon dir dann désèrtin ka sé nou k'i gingn la mor é par nout responsabilité ni abrej nout vi.

Tousa lé vré, mé mèm kan ni fé pa tout sort shoz la médsine i konsèye pa, i ariv in moman ni mor. Mé alon pa obliye ni viv an sosyété, dann in péi, péi-la néna in gouvèrnman é gouvèrnman-la i amenn in politik santé kisoï pou nou viv an bone santé, kisoï pou ékonomiz larzan dsi la santé, kisoï ankor pars nout l'èr, nout manzé, nout lo la pa sak i fo pou fé fini nout vi normalman. Arzout ankor tazantan néna in bann gouvèrnman i tap azot dsi la guèl é forséaman sa i rakoursi nout vi. Pandann tan-la bann kapitalis i grosi zot pla é rondi zot kont bankèr é sa lé pa fé pou fé rèss anou pou lo grin.

Koméraz corona virus, sa va fini i tard pa : in pé i done ali troi moi, in pé i done ali sis moi, in pé i di antansyon apré in kou d'aré li va arvni l'ané proshène mé pou shak zour i sifi son traka... donk kan sar fini tout so tablatir-la, in pé i di i fo rod bann responsab. I di toultan sa, mé i sava pa shèrch lo konpa nsasyon dan la posh bann plinn sou. Mi pans pa i sava kondane bann gran politik pou sa, mèm ké dé foi mi pans i fodré. Mé rant sak mi

pans é sak v'arivé, i fé dé bien antandi. Mi sava pa diskite a pèrt de vu dsi kisa la fé koué, sansa kisa la pa fé sak i falé fé. Dabor pars sak mi pé di i anpèsh ar pa la tèt tourn dési èl mèm. Mèm i anpèsh arpa èl gingn l'éshofman é ankor la néna lo responsab. Mé néna in n'afèr mi yèmré, in bsinp zafèr, la viktoir in pti kashé i kout pa sink fran sis sou. Koman i apèl kashé-la, Moin mi apèlré ali nivakine, sansa mèm kinakrine.

Pou kosa kinakrine ? Pars kan moin lété dann ti lékol lo sèrvis la santé té i konbate la fyèv palidéène-i di osi la fyèv rémitant - avèk i pti kashé jone téi done bann marmaye in foi par somenn pou soign bann mové fyèv. Oté ! Sa té amèr, sa téi pène nout lang an jone, konbien foi moin la modi atoué kinakrine ? Konbien foi moin la souète toué lé an mank ? Mé si zordi, toué ki vo sink fran sis sou, toué té i pèrmète vide la kèss bann kapitak i souète arienk grosi zot pla a pi savoir koman. Zordi mi souète ton viktoir pti kashé jone é mi souète an mèm tan ti koul bann gran laboratoir kapitalis.

Alé ! Pti kashé jone, fors in pé, amont ton kapab é si l'avé moiynin koul in pé avèk ton torpiye miniskil bann gran batolaboratoir kapitalis. Si sa i ariv, zordi ké moin néna in paké d'zané, mi promète aou domann pardon pou tousa zirman moin la done aou kan moin lété pti. An avan pti kashé jone ! Done ali pou la valèr !

Justin